

nous disait alors que tout allait bien se passer. Il eut même la tentation de dire qu'il équilibrerait son budget. Mais, en 1960, les choses se sont aggravées de nouveau et, évidemment, monsieur l'Orateur, elles vont mieux maintenant. Cependant, à chacune de ces fluctuations cycliques, nous avons reculé plus que la fois précédente et notre redressement a été moins marqué; et c'est là le danger à long terme qui menace notre économie dans la situation où nous nous trouvons. Chaque fois que nous sommes aux prises avec ce genre de récession, nous échappons à ses pires conséquences grâce aux mesures de sécurité sociale et aux versements dits de transfert qui ont été institués au Canada par des gouvernements libéraux.

L'hon. M. Fleming: Puis-je poser une question au chef de l'opposition? Veut-il parler de l'augmentation de \$6 de la pension de vieillesse, accordée par lui-même et les six autres de sa sorte?

Des voix: Quarante-six dollars.

L'hon. M. Pearson: C'est là une fort peu brillante observation, de la part du ministre. Le ministre devient quelque peu fatigué et ses interventions n'ont plus leur éclat accoutumé.

L'hon. M. Fleming: Vous plairait-il de répondre?

L'hon. M. Pearson: La question est de savoir où nous en serons à ce temps-ci l'an prochain. Si nous avons la même sorte de gouvernement tory qu'on nous sert depuis près de cinq ans, alors nous irons de nouveau au ralenti, selon les prédictions des économistes, et sans même être venus près de résoudre nos problèmes fondamentaux. De ceux-là, c'est le chômage chronique qui est le plus important. Nous nous retrouverions encore, comme en 1960, avec une augmentation de production de 2 p. 100 seulement. Qu'est-ce que cela signifierait? Cela signifierait un nouvel accroissement du chômage; une économie mise à contribution bien moins qu'elle pourrait l'être; des occasions manquées pour la population canadienne. Cela signifierait la perte de millions de dollars de production que nous pourrions avoir si seulement nous avions un gouvernement capable de demander, capable de programmes économiques progressifs, sensés et prévoyants.

Une voix: Vous l'avez!

L'hon. M. Pearson: Voyons ce qui est arrivé au pays au cours des quatre dernières années et demie, si vraiment nous l'avons, ce gouvernement. Les honorables représentants de la première rangée, monsieur l'Orateur, ne

savent-ils pas que durant les années d'après-guerre, sous un gouvernement libéral, la production a augmenté en moyenne de 4.6 p. 100 par année? C'est l'augmentation moyenne que nous avons réalisée depuis le début de 1946 jusqu'au milieu de 1957. Si l'on ne tient pas compte des années difficiles de la reconstruction, au lendemain de la guerre, la moyenne est bien plus élevée, mais pour être juste, j'en ai tenu compte. La plus forte augmentation que le présent gouvernement ait réussi à réaliser, pour une année, c'est 3 p. 100, bien moins que notre moyenne, et pour la longue période de quatre ans et demi, sa moyenne est de 1½ p. 100 seulement. C'est à peu près le tiers de la hausse moyenne obtenue sous un régime libéral.

M. Campbell: Monsieur l'Orateur, le chef de l'opposition me permettrait-il de lui poser une question?

L'hon. M. Pearson: Je vous en prie.

M. Campbell (Stormont): Le chef de l'opposition voudrait-il nous donner les chiffres des placements de capitaux étrangers au Canada, de l'accaparement de nos ressources, pour la même période?

L'hon. M. Pearson: Oui, monsieur l'Orateur. Ce détail va m'obliger à m'attarder un peu plus, mais si l'honorable député veut bien examiner les chiffres, il verra que, sous ce rapport aussi, notre situation s'est détériorée.

Combien nous a coûté l'impuissance du gouvernement à mettre en œuvre de bons programmes qui auraient assuré l'expansion pendant cette période? Voilà pourquoi, de nos jours, les Canadiens sont privés de centaines de milliers d'emplois qu'ils auraient si le rythme de la progression économique qui existait sous l'administration libérale s'était maintenu. Voilà pourquoi le gouvernement s'endette de plus en plus et qu'il ne peut actuellement se lancer dans bien des réalisations dont le pays aurait besoin.

Maintenant, ils prétendent que 1962 sera une meilleure année. L'amélioration que nous avons remarquée cette année est-elle assez bonne pour le gouvernement? Elle n'est pas assez bonne pour le peuple canadien. Le premier ministre parle de foi dans le Canada. Or ce n'est pas avoir foi dans le Canada que d'être satisfait de la probabilité que les choses iront un peu mieux. C'est une insulte vis-à-vis du Canada. Il en est de même de toute satisfaction de soi en ce qui concerne le chômage et le niveau de notre expansion qui est parmi les plus bas du monde. Le premier ministre et ses collègues se vantent d'une reprise alors qu'en 1961, notre production calculée par habitant était en réalité plus basse que cinq ans auparavant. Lui et ses collègues